

Les Allobroges de la Drôme

Les Allos internet - Numéro 191

Le jeudi 28 Juin 2012

D'une fête à l'autre ...

Ce dimanche à Portes-lès-Valence se déroulait la fête des Allobroges 2012.

Une gageure 8 jours après le second tour des législatives de réaliser et réussir ce rassemblement populaire .

Le soleil était cette année encore au rendez-vous. L'attention de chacune et chacun à la lecture d'un extrait méconnu des Misérables de Victor Hugo par Jean Claude Arnaud fut grande. Cela tenait, bien sûr, à la qualité de l'auteur..... et de l'interprète !!!!

La « modernité » de la problématique a sans doute contribué à éclairer la complexité de la situation politique actuelle et servi le débat qui a suivi.

Maintenant qu'avec le FRONT de GAUCHE nous avons contribué à chasser Nicolas Sarkozy et la droite des commandes de l'Etat (4millions de voix ce n'est pas rien), comment intervenir concrètement, efficacement, pour que les choix de François Hollande et du gouvernement aillent dans le sens de l'intérêt du peuple et pas dans celui des marchés et de la troïka (FMI, BCE, Bruxelles) ?

Pouvoir d'achat, licenciements boursiers, réforme fiscale, services publics, comment agir au quotidien, dans les luttes, pour booster ce qui pour l'heure ne semble pas avoir été acquis par les urnes ?

Nous n'avons pas le temps ! Saisissons-nous des initiatives annoncées à l'approche et au cours de cette période estivale .

Ainsi le 9 juillet, jour de la Conférence Sociale, la CGT organise un rendez-vous devant la préfecture de Valence, entre midi et 14h

Le traité Merkel -Sarkozy (avec ou sans volet croissance) doit être soumis à référendum : une pétition dans ce sens est accessible sur les sites internet d'ATTAC ou de la fondation Copernic ;

Les 25 et 26 août retrouvons-nous à Grenoble avec tous ceux qui font (et feront demain) le Front de Gauche ;

Enfin du 31 août au 2 septembre ce sera l'université d'été du PCF sans aucun doute un moment pour prendre un recul et une distance avec "le quotidien" ce sera au Karellis près de Saint Jean de Maurienne.

La fête de l'Humanité à la Courneuve se tient les 14 15 et 16 septembre à La Courneuve : réservez sans attendre votre vignette !

Bons Congés !

Jean-Paul STEF

Membre de la direction départementale du PCF

30 Juin - 1er Juillet
c'est la fête d'ALBA

2 jours de rencontres, de débats, de musique, de convivialité

La VERNEDE

au bord de l'Escoutay
ALBA LA ROMAINE 07

Renseignements

PCF Ardèche

0475643004

Sommaire :

- Page 2 : Législative à Montélimar - Le Front de Gauche a un groupe
- P3: Augmentation du Smic les points de vue de Robin Renucci et de André Chassaigne
- P4: Le Medef met la pression
- P5: Les professionnels de la protection de l'enfance dromois en lutte
- P6: Convergences sur la santé
- P7 : Le chant des partisans interdit à Bollène : réaction
- P8: Sans papiers : un communiqué de la plateforme 12 - Quand le maire de Valence amalgame ...
- P9: en vrac : Femmes Solidaires sur le Tour de France - Rencontre à la librairie Notre Temps - La fête de l'Huma

Lettre ouverte de Pierre Laurent à François Hollande « Ne signez pas pour l'austérité ! »



Monsieur le président de la République,

Le sommet européen des 28 et 29 juin auquel vous vous apprêtez à participer est d'une extrême importance. L'Union européenne, toujours dans la tourmente, « doit être réorientée », comme vous l'avez souligné dans votre campagne électorale. L'élaboration de mesures nouvelles, rompant avec les logiques d'austérité qui s'avèrent chaque jour plus injustes et plus désastreuses, demeure un impératif pour sortir durablement de la crise.

C'est aussi le premier sommet où vous engagerez la parole et la politique de la France. Il s'agit maintenant de traduire, dans les actes, le changement pour lequel les Français vous ont élu.

À l'occasion de votre discours le 22 janvier au Bourget, vous avez pris l'engagement de « renégocier le traité européen, issu de l'accord du 9 décembre », c'est-à-dire le traité élaboré par Nicolas Sarkozy et Angela Merkel. Cinq mois plus tard, le respect de cet engagement paraît plus nécessaire que jamais.

Les Français ont décidé de tourner la page de la politique de Nicolas Sarkozy. Il serait donc incompréhensible que nos politiques budgétaires continuent à être dictées par ce traité, et pire, qu'elles soient soumises à un contrôle accru de Bruxelles au mépris de la démocratie parlementaire et de la souveraineté populaire.

Nos concitoyens ont déjà été floués après leur « non » au TCE en 2005. Aujourd'hui, le maintien en l'état du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) serait un nouveau déni de démocratie.

Ensuite, et surtout, les développements de la crise au sein de l'UE montrent qu'aucun assainissement de la situation financière des États membres ne sera obtenu en s'entêtant dans la voie actuelle.

Sans une politique de relance construite sur de nouveaux modèles de développement, sans dégager nos grands choix d'investissements de la dépendance et des injonctions de rentabilité des marchés financiers, la sortie de crise fuira comme la ligne d'horizon au fur et à mesure des prétendues avancées de la coordination économique européenne. Celles-ci, au contraire, tendent à transformer l'Europe en champ clos dominé par les grands groupes, comme l'ont souhaité dans une récente tribune les PDG de Telecom Italia, Axa et Siemens.

Ce qui se profile à l'ouverture du sommet européen nous inquiète au plus haut point.

Le pacte budgétaire, ou TSCG, sortirait intact du Sommet. Il serait le seul texte considéré comme contraignant, et donc, avec les Mécanismes européens de stabilité qui conditionnent l'octroi de fonds au respect des injonctions du traité budgétaire, le seul soumis à ratification des États.

À la demande d'Angela Merkel, le « pacte de croissance » que vous avez souhaité lui adjoindre ne figurerait que dans un protocole annexé aux conclusions du Sommet. Il n'aurait aucune valeur de contrainte et sa portée réelle serait en tout point contredite par les mesures imposées par le Pacte budgétaire. Cela ne conduirait probablement qu'à un nouveau gâchis de fonds. Le carcan de l'austérité serait resserré, rien ne serait changé sur les points décisifs, ni la mutualisation de la dette, ni le rôle de la Banque centrale européenne (BCE). L'Union bancaire dont il est question ne changerait rien aux critères actuels du crédit. En France, l'investissement public de l'État, comme celui des collectivités locales, serait étouffé.

Si tout cela se confirmait, vous devez la vérité aux Français. Rien ne vous oblige à entériner de telles conclusions.

Je comprends parfaitement, monsieur le président, qu'un changement d'orientation des politiques européennes ne se décrète pas. Il se négocie. Et la chancelière Merkel résiste à cette réorientation, et marchande même, en contrepartie de la moindre concession, une part de domination plus grande encore. La France n'est pas obligée de céder.

Nous ne sommes pas les seuls, au Parti communiste français, au Front de gauche, à nous inquiéter.

Quatre dirigeants d'organisations de jeunes socialistes en Europe (de France, d'Autriche, d'Espagne et d'Allemagne) vous ont demandé solennellement, dans une tribune publiée il y a une semaine, de rejeter ce pacte budgétaire. Pour leur part, Bernadette Ségol et Ignacio Fernandez Toxo, deux principaux responsables de la Confédération européenne des syndicats (CES), ont à leur tour mis en garde sur « le contenu de la croissance et les moyens de la relancer », sur la dégradation des conditions sociales dans l'Union et sur la mise en péril du cadre démocratique européen, soulignant explicitement : « Nous ne croyons pas que les réformes structurelles du marché de l'emploi créent de l'emploi et encore moins de la croissance. »

Je vous le demande par conséquent : ne signez pas les conclusions du sommet si elles devaient en rester là. Rendez publiques ces décisions et ouvrez le débat dans le pays et en Europe sur ses limites. Ne forcez pas le train de la ratification du Pacte budgétaire au Parlement français, comme a décidé de le faire Angela Merkel devant le Bundestag dès le 29 juin.

Sinon, vous le savez, nous ne ratifierons pas ce texte. Nous appellerons tous les parlementaires de gauche à en faire de même. Nous inviterons les Français à manifester leur opposition à une ratification contraire à votre propre engagement de renégociation.

Une autre voie est possible. Nous proposons que la France prenne l'initiative d'« Etats généraux de la refondation européenne » pour porter, notamment :

- la réorientation du statut et des missions de la BCE, pour moduler le refinancement des banques privées afin d'encourager les investissements qui programment plus d'emplois et de formation, et de pénaliser les crédits aux spéculateurs,
- la création d'une banque publique européenne axée sur le développement social, écologique et solidaire, financée par la création monétaire de la BCE, la taxe sur les transactions financières et une part du budget communautaire, et chargée de soutenir l'essor des services publics, d'investissements publics socialement efficaces et de projets industriels novateurs et créateurs d'emplois,
- la relance par l'élévation des standards sociaux et écologiques en Europe.

Je vous prie d'agréer, monsieur le président, l'expression de mes salutations distinguées.

Pierre LAURENT
Secrétaire national du PCF



Le groupe GDR

(Gauche démocrate et républicaine)

à l'Assemblée nationale compte quinze député-e-s

A l'Assemblée nationale, le groupe de la Gauche Démocrate et Républicaine sera pérennisé.

Comme sous la précédente législature, il s'agira d'un groupe technique constitué de deux composantes autonomes : celle du Front de gauche et celle des Ultramarins.

Il sera présidé par **André Chassaigne**.

La composante Front de gauche compte les dix Député-e-s suivants :

François Asensi (Seine-Saint-Denis)

Alain Bocquet (Nord)

Marie-George Buffet (Seine-Saint-Denis)

Jean-Jacques Candelier (Nord)

Patrice Carvalho (Oise)

Gaby Charroux (Bouches-du-Rhône)

André Chassaigne (Puy-de-Dôme)

Marc Dolez (Nord)

Jacqueline Fraysse (Hauts-de-Seine)

Nicolas Sansu (Cher)

La composante des ultramarins compte les cinq député-e-s suivants :

Huguette Bello (La Réunion)

Alfred Marie-Jeanne (Martinique)

Jean-Philippe Nilor (Martinique)

Gabriel Serville (Guyanne)

Bruno Nestor Azerot (Martinique)

LEGISLATIVES 2012

Communiqué de la section PCF de Montélimar

En se transformant en « VRP de son territoire » Franck Reynier a réussi, de peu, à sauver son siège de député. Le PCF rappelle, car c'est en permanence occulté, que les députés sont avant tout élus pour proposer, discuter et voter les lois de la république applicables à l'ensemble de la Nation. Nous ne sommes pas sûrs, vu le bilan de son précédent mandat que ce sera le cas pour le député de notre circonscription...

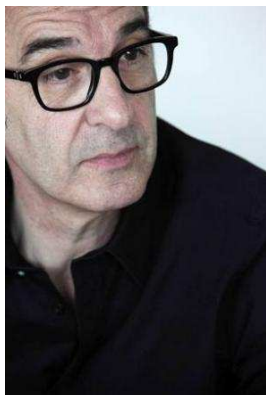
Il est vrai que ce scrutin par territoire et la dépolitisation du débat pour ces législatives 2012 a favorisé de tels comportements, peut-être certains ont-ils déjà intégré que les véritables décisions étaient prises à Bruxelles.

Toutes ces raisons, qui appauvrissent la démocratie en favorisant l'abstention, déterminent le PCF à réclamer avec force une représentation nationale fondée sur la proportionnelle. En attendant cette évolution indispensable, le PCF invite tous ceux qui sont attachés au progrès social à entrer dans l'action pour éviter que les voix « autorisées » n'arrivent à leurs fins en prêchant sans cesse l'austérité pour les salariés et la protection pour les riches actionnaires.

La démocratie n'est pas un chèque en blanc donné pour cinq ans. Les communistes entendent favoriser dès maintenant l'intervention citoyenne : c'est la garantie de construire le vrai changement !

Pour la section de Montélimar du PCF

Robert Faresse, Annie Mazet, Marcel Magnon



« Augmentation » du SMIC

le point de vue de Robin Renucci, Comédien, Directeur des Tréteaux de France rédacteur en chef de l'Humanité d'un jour le 26 juin

« L'une des promesses du nouveau chef de l'Etat sur l'augmentation du SMIC provoque beaucoup de remous à droite et au Medef. Et autant d'interrogations chez les salariés concernés. 2% supplémentaires pour le salaire minimum inter-professionnel de croissance (formule bien longue pour un si petit contenu) et pour 35 heures, voilà qui risque d'être ressenti comme un affront par les salariés qui continuent à croire que le changement « c'est maintenant ! » .

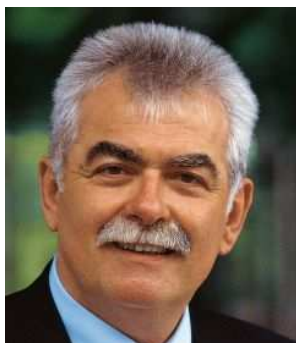
Et qu'en est-il de tous ceux qui n'ont pas la chance de couvrir cette durée de travail ou qui n'ont tout simplement pas d'emploi ?

Se battre pour assumer sa subsistance peut-il être l'unique projet d'une vie humaine ? N'est-il pas temps qu'un programme politique ait une vision élargie de notre existence sur terre ? La vérité, c'est que la pauvreté, elle, est croissante et que l'homme en ce XXIème siècle doit continuer à lutter pour se loger, se nourrir, se vêtir. Lutter pour sa survie et donc, par définition, être contraint à se maintenir dans une condition proche de la condition animale.

N'oublions pas que l'humain n'est humain que lorsqu'il peut exister, penser par lui-même, construire, inventer, rêver. Quand il peut nommer le monde, être hors de soi, participer à un projet collectif. Peut-il faire cela décemment avec ce revenu minimum et moins encore ?

Le travail reste bien mal rémunéré, sa notion même bien mal comprise. Bien plus depuis qu'on ne perçoit le travail que par le prisme de l'emploi.

Le projet dont il est question ici est d'augmenter de quelques euros le salaire de subsistance. Un projet de société bien maigre ... »



Nous attendons des mesures fortes

Une déclaration d'André CHASSAIGNE (PCF) président du groupe GDR à l'Assemblée nationale

« Le signe donné par une augmentation si limitée du SMIC à 2%, mais équivalente en réalité à 0,6% si l'on tient compte de l'inflation depuis la dernière augmentation n'est pas suffisant. Je crois que quand un qualifie ce coup de pouce de « pichenette », le terme est juste.

Je mets au regard de cette augmentation la réalité du quotidien, celui des travailleurs pauvres. IL suffit d'échanger avec le Secours catholique, les Restos du cœur, le Secours populaire , où des salariés au Smic nous disent aujourd'hui qu'ils n'ont pas assez de revenus pour vivre décemment. Ca doit être terrible pour eux. Ce n'est pas au niveau des espoirs qu'ils ont aujourd'hui !

Il faudra prendre des mesures pour une nouvelle répartition des richesses qui permette véritablement de développer le pouvoir d'achat, de maintenir les services publics plutôt que d'aller vers une sorte de nouvelle RGPP contre laquelle nous avons lutté.

Ce que nous attendons, c'est d'abord le résultat de la Conférence sociale. Il sera important de mesurer ce qui en émergera en termes de propositions qui devront être déclinées en textes législatifs. Si la posture politique est celle d'une simple résignation, ce ne sera pas satisfaisant.

Nous attendons des mesures fortes en matière de répartition des richesses, avec une politique de fiscalité audacieuse, qui s'attaque au plus gros revenus.

Les sommes colossales qui désertent la rémunération du travail au profit de celle des actionnaires doivent être mises à contribution. Il faut encore s'attaquer aux traités européens, notamment celui de Merkel et Sarkozy qui aboutit à l'austérité et non à une politique qui réponde aux besoins des gens. »



le MEDEF met la pression

La patronne du Medef a dressé une liste anxiogène des problèmes économiques auxquels la France doit faire face.

Une façon d'influer sur les prochaines décisions du gouvernement Ayrault. Le patronat français s'est exprimé sur sa vision de la situation économique du pays, et ce regard est bien torve.

A peine rentrée du B20, le sommet des patrons des pays riches et émergents du G20 au Mexique, Laurence Parisot a fait part de ses « angoisses » concernant le contexte actuel. « Nous avons tous le sentiment aujourd'hui de vivre un moment grave, historique, un moment de vérité » a déclaré d'emblée la dirigeante du Medef. Le ton du discours était donné, et n'a pas dévié. « Notre première inquiétude est liée à l'avenir de la zone euro et de l'Union européenne » a ajouté la patronne des patrons français. Sur ce sujet, Laurence Parisot a réaffirmé son opinion en faveur d'une « plus grande intégration ».

Celle qui s'était déjà montrée favorable à des « Etats-Unis d'Europe » a réitéré le besoin d'une « voix unique » en Europe afin de « nous permettre de peser, de contrebalancer les puissances colossales des autres grandes régions du monde ». Réagissant à la dernière étude de l'Insee sur une nouvelle détérioration du moral des industriels, la patronne du Medef a dit n'avoir « même plus besoin de regarder les indicateurs macroéconomiques ».

Laurence Parisot a également insisté sur le « désarroi » des chefs d'entreprises français et étrangers et a prévenu le gouvernement de François Hollande que le Medef allait être très vigilant sur les projets de loi de finances. Elle a d'ailleurs fait part de son objection concernant l'instauration d'une taxe (payée par les entreprises) de 3% sur les dividendes distribués aux actionnaires.

Bercy a indiqué que les modalités du projet étaient encore en cours, mais la patronne a jugé cette décision « contradictoire » avec la volonté de promouvoir les petites et moyennes entreprises. « Augmenter la fiscalité des dividendes, c'est courir le risque que ces investisseurs privés soit investissent moins, soit investissent ailleurs, soit même cessent d'avoir envie d'investir tout court » a affirmé Laurence Parisot.

Elle a ajouté que le Medef resterait « ferme » quant à ses positions, car « aujourd'hui nous sommes dans un climat de survie ».

DROME : LES PROFESSIONNELS DES POLES ENFANCE ET DE LA MAISON DES ENFANTS DENONCENT LE MANQUE DE MOYENS



Le 21 juin , des dizaines de travailleurs sociaux et de personnels des Pôles enfance et de la Maison des Enfants, en grève, ont manifesté devant le Conseil Général de la Drôme(1), à l'appel de la CGT et de FO.

Motif : suite à la réorganisation de la Direction Enfance, Famille, Santé, des conditions de travail dégradées, des bâtiments inadaptés, une suractivité chronique de la Maison des Enfants.

Les demandes : « des conditions de travail décentes, de véritables négociations en vue du règlement des revendications portées par l'action des personnels depuis de long mois, à savoir :

- Pour l'emploi à la hauteur des besoins des services, pour la dé - précarisation et l'embauche des contractuels
- Contre la maltraitance institutionnelle faite aux agents et à la casse de l'outil de travail
- Pour l'amélioration des conditions de travail, pour la santé au travail
- Pour une réorganisation qui ait du sens pour l'humain
- Pour des locaux adaptés aux missions
- Pour la préservation d'un service public de qualité, pour la garantie pour les enfants suivis et leur famille, pour les usagers d'une prise en charge adaptée à leurs besoins »

Une délégation a été reçue par M Alain Genthon, vice- président du Conseil Général en charge du social, de la santé et des solidarités humaines, et M Joël Crémillieux, directeur général des services.

Au cours de cette entrevue, les personnels ayant noté quelques avancées, ont décidé une suspension du mouvement pendant la période d'été et de se revoir à la rentrée pour décider des modalités de l'action si cela s'avère nécessaire .

YA

-1-Le Conseil général ayant la compétence "Protection de l'Enfance" gère des services, des structures où sont suivis, accueillis des enfants, des familles qui nécessitent aides, protection... Les personnels sont des assistants familiaux, éducateurs, psychologues, personnels de structures d'accueil (cuisiniers, ménage, lingerie...) des chefs de services, des secrétaires, des responsables de Pôles (plusieurs structures dans le département)

Convergences sur la santé

La coordination nationale des Comité de défense des hôpitaux et maternités de proximité relève que le syndicat de la médecine générale (SMG) vient, lors d'un communiqué de presse de prendre des positions proches des leurs.



Ainsi le SMG apporte son point de vue sur de nombreuses questions relatives à la création d'un secteur de santé publique de proximité.

Elles concernent l'installation des jeunes médecins (coercition ou incitation), les étudiants en médecine, la répartition des installations de professionnels de santé, la disparition des hôpitaux de proximité des régions sinistrées, des zones rurales ...

Pour le SMG, il faut faire d'autres choix politiques, recenser les besoins de la population et développer un véritable secteur public de proximité, garantir l'accès aux soins : pas de dépassements d'honoraire et pratique du tiers payant; faciliter la pluridisciplinarité, collaborer entre médical et social et entre les lieux de soins ambulatoires et hospitaliers, assurer l'indépendance avec l'industrie pharmaceutique et autres lobbies financiers.

Le syndicat de la médecine générale appelle à la mobilisation pour créer un secteur de santé publique de proximité qui ne pourra exister sans une autre politique d'aménagement du territoire et de luttes contre les inégalités.

Si ces remarques et propositions rencontrent l'assentiment de la coordination nationale des hôpitaux et des maternités de proximité, elles se retrouvent aussi dans le programme du Front de Gauche « l'Humain d'abord ».

Ainsi dans le paragraphe « la santé notre bien commun » le Front de Gauche exige la reconstruction et le développement d'un service public de santé basé sur la proximité et la qualité des soins. Il entend favoriser la mise en réseaux des hôpitaux entre eux et avec la médecine ambulatoire. Il veut assurer la promotion des centres de santé, le travail en partenariat avec la médecine libérale. Pour faire face à la pénurie des médecins généralistes et de certaines spécialités, il préconise l'augmentation du nombre d'étudiants à l'entrée des études de médecine. Il vise à organiser une négociation devant aboutir à une nouvelle convention médicale qui remettra en cause les dépassements d'honoraires et créera de vraies incitations à l'installation des jeunes médecins.

Le Front de Gauche propose une couverture nationale de santé égale sur tout le territoire, où tous les bassins de vie seront dotés d'équipements publics de santé et veut créer un pôle public du médicament comprenant au moins une entreprise publique qui interviendra sur la recherche, la production et la distribution des médicaments.

ON voit qu'il existe de nombreuses convergences entre différents défenseurs de la santé publique. Echanger est donc la priorité de l'heure. L'humain d'abord.

Paul GOYARD

Le Chant des partisans interdit à Bollène

À la cérémonie de commémoration de l'appel du 18 juin 1940, à Bollène, les élus présents de la municipalité d'extrême droite ont demandé à la police municipale d'intervenir pour interdire au public d'entonner *Le Chant des Partisans*.

Le Chant des partisans est devenu l'hymne de la Résistance française durant l'occupation par l'Allemagne nazie. Créé en 1943, ses paroles sont de Joseph Kessel et de Maurice Druon, et sa musique est composée par Anna Marly. Anna Marly, d'origine russe, reprend en 1943 à Londres, une ancienne mélodie de son pays. Puis Joseph Kessel et son neveu, tous deux auteurs ayant quitté la France pour rejoindre l'Angleterre et les Forces françaises libres du général de Gaulle, et futurs académiciens, récrivent les paroles. Maurice Druon a été ministre des affaires culturelles de G. Pompidou. ^[1]

Devenu l'indicatif de l'émission de la radio britannique BBC, *Honneur et Patrie*, puis signe de reconnaissance dans les maquis, *Le Chant des partisans* devient un succès mondial. On choisit alors de siffler ce chant, d'abord pour ne pas être repéré en le chantant mais aussi car la mélodie sifflée reste audible malgré le brouillage de la BBC effectué par les Allemands. Largué par la Royal Air Force sur la France occupée, et écouté clandestinement, ce succès dont les paroles furent publiées dans "*Les cahiers de la Libération*" du 24 septembre 1943, se répand immédiatement tant en France qu'ailleurs dans les milieux de la Résistance et des Forces françaises de l'intérieur.

Aussi à chaque manifestation patriotique évoquant la Résistance, il est diffusé dans une de ses multiples versions. C'est ce qui s'est passé à Romans le 18 juin dernier. Tous ceux qui défendent les valeurs de la Résistance ne peuvent admettre l'interdiction de ce chant devenu le symbole des maquisards.

« *Le ventre est encore fécond, d'où a surgi la bête immonde* », comme l'a écrit Bertolt Brecht. Les associations défendant les valeurs et les acquis de la Résistance ont besoin de rester vigilantes.

Jean Sauvageon. Secrétaire du Comité ANACR de Romans-Bourg-de-Péage.

<http://www.anacr.com/>

Pour manifester leur indignation, à l'appel des Partisans : républicains, progressistes, patriotes un rassemblement a eu lieu devant la Mairie de Bollène Jeudi 28 Juin 2012 à 18 h 30 .

AMALGAME

On peut s'appeler M. Alain Maurice, être maire de Valence et se laisser contaminer par les idées nauséabondes répandues par la droite jusqu'à son extrême.

A propos du mécontentement des commerçants du Faubourg St Jacques à Valence, M. le maire fait l'amalgame entre trafic de drogue et "les sans-papiers". (dans ses propos rapportés par le journal)

C'est toujours le même mécanisme qui est utilisé : une ou des personnes d'une catégorie de la population commet(tent) un acte délictueux et on en accuse tous les autres.

Il est possible que des personnes sans papiers participent au trafic de drogue, dans ce cas elles sont condamnables aux yeux de la loi.

Il n'est pas anodin de mettre en exergue le fait qu'elles sont sans-papiers, qui plus est, en tout cas jusqu'à ce que ce fait soit établi, est une accusation sans preuve.

Je trouve pour le moins navrant qu'un élu de gauche participe à ces amalgames odieux et par là même contribue à les banaliser.

Françoise Szykman

Travailleurs sans papiers, communiqué de la Plateforme 12

(...) Nous réaffirmons avec force, comme le proclame notre plateforme commune, (La « Plateforme 12 » (CGT, FSU, UNEF, Autremonde, La Cimade, Collectif 31 mai, Femmes Egalité, JOC, LDH, MRAP, RESF, SOS Racisme) l'idée suivante :

Dans leur très grande majorité, les migrants, qu'ils soient avec ou sans papiers, sont des travailleurs-euses ou des futurs travailleurs-euses.

Ils n'ont vocation, ni à être victimes de la déréglementation sociale, ni à en être les vecteurs. Ils ne prennent le travail de personne. Ils sont partie intégrante du salariat.

Les élections, tant présidentielles que législatives, sont maintenant passées. Une majorité existe, qui a souvent exprimé sa solidarité vis à vis de ces travailleurs, étudiants et jeunes majeurs scolarisés. Il est maintenant temps de construire les fondements d'une nouvelle politique assurant l'effectivité de « l'égalité de traitement entre Français et Etrangers dans les études comme au travail », garantie par des textes législatifs ou réglementaires.

Nous, acteurs sociaux, saurons y participer avec la sérénité et la responsabilité qui s'imposent, et la rencontre que nous avons sollicitée auprès du Premier Ministre doit marquer l'ouverture de ce dialogue. (...) »

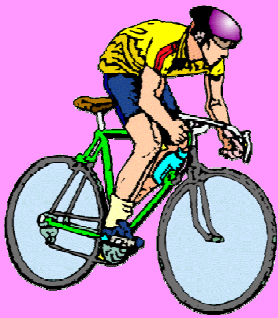
Paris, le 22 juin 2012

Pour en savoir plus :

<http://www.plateforme12.org>



**FEMMES SOLIDAIRES
AU TOUR DE FRANCE**



Pour demander l'égalité dans le sport, Femmes solidaires mène depuis un an une campagne "Pas de filles hors jeu". Pour rendre visible ce message, l'association manifestera partout en France - entre autres, dans le Nord, au Havre, autour de Macon et en région parisienne - lors des différentes étapes du tour qui part de Liège le samedi 30 juin.

Le tour passe en Drôme-Ardèche les 13 et 14 juillet et Femmes solidaires de la Drôme sera présente à l'arrivée à Annonay-Davezieux le vendredi 13 juillet.

Si vous avez envie de manifester avec elles, merci d'envoyer un mail à femmessolidaires26@gmail.com.

Du covoiturage à partir de Valence est prévu.



**Les rencontres de la librairie
Notre Temps**

Vendredi 29 Juin 17h30

Rencontre autour du livre

« 1939-1945 ... et se leva le vent de la liberté »

avec Jean Sauvageon et Robert Penelon

À la librairie 30 Grand Rue à Valence

Pour en savoir plus : <http://www.romansmag.fr/articles/culture/-et-se-leva-le-vent-de-la-libertn-sortie-officielle-534.htm>

Le blog de la librairie <http://librairienotretemps.over-blog.com>

La prochaine Fête de l'Humanité se tiendra quatre mois seulement après qu'une majorité de notre peuple ait décidé de tourner la page du pouvoir sarkozyste.

Elle va donc constituer un événement déterminant de débats et d'actions pour que la gauche réponde aux espoirs qui viennent de se lever. En même temps, comme chaque année, elle va être un formidable espace d'art et de spectacles vivants, de concerts avec Patti Smith, New Order, Hubert-Félix Thiéfaine, Peter Doherty, Bénabar, Shaka Ponk et bien d'autres, de gastronomie, de sport, de théâtre, d'humour avec François Morel, d'actualité littéraire et philosophique où seront convoqués Rousseau, Victor Hugo, Marx, Aragon.



D'ores et déjà bloquez les dates, 14,15,16 septembre, La fédération de la Drôme y tiendra un stand comme chaque année, dans l'espace Rhône Alpes.

Et pour tenir le stand il y a besoin de toutes les bonnes volontés, si vous voulez proposer votre aide et pour tous renseignements tel 04.75.42.71.68

<http://fete.humanite.fr/flashcode/>